

940.91314  
C117

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARY

Livraison.58

6<sup>e</sup> Série de Souscription

LA GUERRE DE 1914-1917

# Cahiers Documentaires

Recueil méthodique de documents sur la guerre européenne  
rassemblés et publiés avec le concours

du " *Bureau Documentaire Belge* "

## SOMMAIRE DE LA 58<sup>e</sup> LIVRAISON

Notes du " *Bureau Documentaire Belge* " :  
N<sup>o</sup> 200 : Les déportations de civils belges et  
l'économie de guerre allemande. Un nouvel  
aveu allemand. — N<sup>o</sup> 201 : Les principes juri-  
diques appliqués par l'Administration alle-  
mande en Belgique occupée.

Imprimerie du " **HAVRE-ÉCLAIR** "

11, Rue de la Bourse, LE HAVRE (France - Seine-Inférieure)

LA LIVRAISON · 20 Centimes — EN ANGLETERRE : 2 1/2 Pence

## AVERTISSEMENT DE L'EDITEUR

---

Les **Cahiers Documentaires** ne publient pas d'études personnelles.

Leur originalité est ailleurs : *Sauver de la dispersion ou tirer de l'oubli, par la reproduction, la traduction et le résumé, un ensemble de documents précieux pour l'histoire de la guerre de 1914-1915.*

Les **Cahiers Documentaires** se donnent pour tâche spéciale le *dépouillement méthodique de la presse étrangère, quotidienne et périodique, surtout de la presse allemande, germanophile et neutre, à partir du mois d'août 1914.*

Les **Cahiers Documentaires** suivent avec un soin particulier *toutes les manifestations de l'esprit allemand à propos de la guerre*, notamment dans le développement des discussions auxquelles donnent lieu, depuis le mois d'août 1914, la violation de la neutralité de la Belgique et l'avenir de ce pays, les causes et incidents de la guerre et les conditions éventuelles de la paix.

Les **Cahiers Documentaires** ont imprimé la collection, devenue rare, des Notes éditées, jusqu'à présent en tirage privé, par le *Bureau Documentaire Belge* et ils se sont assuré, en outre, le droit de publier régulièrement la suite des Nouvelles notes du B. D. B. à paraître.



Les documents ainsi recueillis, les **Cahiers Documentaires** les publient à *l'état brut*, c'est-à-dire tels qu'ils ont vu le jour, dans leur texte original ou traduit, et, autant que possible, intégral.

Tout document porte rigoureusement *l'indication complète de sa source.*

L'impression de chaque document distinct commence *au recto des feuillets*, de manière à en permettre le *découpage* et le *classement à volonté* en dossiers.

Le *classement idéologique* des documents est fixé par l'indication sommaire, en vedette grasse, de leur objet.

Le *classement alphabétique* et les *recherches* sont facilités par l'impression en lettres capitales, de tout nom propre de personne cité dans le corps du document.



Les **Cahiers Documentaires** se publient par livraisons de 16 pages. paraissant une ou deux fois par semaine.

*La livraison : 20 centimes (franco : 25 centimes)*

*Souscriptions pour 10 livraisons consécutives de dizaine en dizaine : 2 francs la série (envoyée franco livraison par livraison) prix payable d'avance par mandat postal.*



Adresser les communications concernant :

*La Rédaction* : à M. FERNAND PASSELECQ, Directeur du " Bureau Documentaire Belge ", 52, rue des Gobelins. Le Havre (France-Seine-Inférieure).

*L'Administration* : à M. l'Editeur des " Cahiers Documentaires ", Imprimerie du *Havre-Eclair*, 11, rue de la Bourse Le Havre (France-Seine-Inférieure).

# Les déportations de Civils belges et l'économie de guerre allemande

## Un nouvel aveu allemand

B. D. B. — Classement général n° 200 (série critique n° 81).  
29 juillet 1917.

Des avis officiels qui ont fait, en juin 1917, le tour de la presse allemande, invitent les industriels allemands à faire emploi de main-d'œuvre belge.

Ils contiennent une preuve nouvelle de ce que la déportation de civils belges ordonnée en octobre 1916 sous prétexte de remédier au chômage, et qui se poursuit toujours, en dépit des promesses impériales de février 1917, est une mesure inspirée par l'intérêt militaire allemand.

Voici le texte de ces avis :

### Premier avis :

**EMBAUCHAGE D'OUVRIERS BELGES DANS LES EXPLOITATIONS DE L'ECONOMIE DE GUERRE ALLEMANDE.** (*Anwerbung belgischer Arbeiter in den Betrieben der deutschen Kriegswirtschaft.*)

Le besoin de main-d'œuvre de l'économie de guerre allemande doit être également satisfait, autant que possible, en se procurant des travailleurs en Belgique par voie d'embauchage libre.

Dans ce but fut institué à Bruxelles le Deutsche Industrie Bureau, qui assume la fonction de répartir les ouvriers mdes de tous métiers, ainsi que la main-d'œuvre féminine pour l'agriculture.

Les offres d'emploi doivent être adressées au « Bureau administratif de guerre » (Kriegsamtstelle) dans le ressort duquel se trouve l'exploitation, et lorsqu'il faut des ouvriers agricoles, au « Bureau économique de guerre » (Kriegswirtschaftsamt) compétent, avec mention du nombre et de la nature de la main-d'œuvre désirée, du lieu de travail ainsi que du salaire et des conditions particulières. Les principales dispositions complémentaires concernant l'enrôlement de travailleurs belges peuvent être consultées dans les locaux du conseil des prud'hommes, « Maison de l'Industrie », Holstenwall 12.

En outre l'attention est attirée sur ce point que, dans le cas de licenciement des ouvriers belges dans leurs foyers, ils doivent être pourvus d'une carte de légitimation, tenant lieu de passeport, délivrée par la Centrale des travailleurs allemands à Berlin, ainsi que d'un laissez-passer délivré par le délégué du commandement général du district dans lequel l'ouvrier belge en question est occupé ; sans ces papiers le passage de la frontière ne pourra avoir lieu en aucun cas.

70614202

Cet avis a été inséré entre autres par les journaux de HAMBOURG, tels que les *Hamburger Nachrichten* (Morgen Ausgabe, 19 juin 17) et le *Hamburger Fremdenblatt* (Morgen Ausgabe, 19 juin 17).

Deuxième avis :

TRAVAILLEURS INDUSTRIELS BELGES POUR LA BAVIERE.  
(Belgische Industrie-Arbeiter für Bayern).

Vu la grande pénurie de main-d'œuvre indigène, l'attention est à nouveau attirée sur le fait que le « Deutsche Industrie Bureau » de Bruxelles loue par embauchage libre les services des travailleurs belges (de préférence de robustes manœuvres, mais aussi en nombre considérable d'habiles ouvriers qualifiés.)

Les demandes de main-d'œuvre belge doivent être adressées aux « Bureaux administratifs de guerre » compétents. Les requêtes doivent mentionner (aussi exactement que possible) les indications suivantes : le genre d'occupation (manœuvre ou ouvrier qualifié, aptitudes professionnelles spéciales), taux des salaires, le coût de la pension et du logement, de même que le lieu de travail.

Il y a lieu d'ajouter à ces indications les considérations qui peuvent être invoquées pour justifier une particulière urgence de la demande. Le « Bureau administratif de guerre » procure les éclaircissements désirés concernant les conditions de l'engagement (salaires, etc.) de l'Industrie-Bureau. Le transport des Belges embauchés, depuis la frontière de l'Empire jusqu'au lieu de travail, se fait aux frais de l'exploitation, toutefois à tarif réduit (tickets d'ouvriers). Des mesures sont prises à nouveau afin que les travailleurs soient transportés vers un centre de distribution bavarois, et cherchés là par l'exploitation.

Durant la période la plus prochaine, l'embauchage est assuré par privilège en faveur de l'industrie bavaroise. Un délégué du Ministère de la Guerre veille pour le moment à BRUXELLES à satisfaire rapidement les demandes bavaroises. Il y a donc lieu de faire parvenir le plus tôt possible aux « Bureaux administratifs de guerre » les demandes relatives à l'embauchage de travailleurs belges.

Cette seconde information a paru entre autres dans les journaux *Münchner Zeitung* et *Münchner Neueste Nachrichten*, n° 302, — l'un et l'autre du 18 juin 1917.

Ce dernier l'a reproduit sommairement une seconde fois dans son n° 302 (22 juin 1917), exprimant l'espoir, pour le Bureau de recrutement du 1<sup>er</sup> corps d'armée, de compter bientôt 600 enrôlements au lieu de 300 déjà obtenus ; — puis une troisième fois, intégralement, dans son n° 314 (24 juin 1917), avec cette ajoute :

« Jusqu'à présent trois cents ouvriers d'industrie belges environ ont » déjà trouvé un emploi dans le ressort du premier corps d'armée bavarois. »

Enfin, il a paru avec quelque modification de forme dans la *Kölnische Zeitung*, n° 681 (18 juillet 1917, 2<sup>e</sup> édition du matin).

Il s'agit donc d'une mesure générale s'appliquant à tout l'Empire, à commencer dans l'ordre chronologique par la Bavière, où, semble-t-il, le besoin de main-d'œuvre dans les usines d'armes et de munitions est particulièrement urgent.

\* \* \*

On remarquera d'abord le titre des informations, qui, à lui seul, indépendamment même du contenu, si explicite, ne laisse aucun doute sur le but tout militaire de cette organisation d'embauchage d'ouvriers belges :

« Embauchage d'ouvriers belges dans les exploitations de l'économie de guerre allemande » ; on cherche bel et bien à associer les Belges aux œuvres de guerre de l'ennemi.

Ensuite le rapprochement s'impose entre les indications fournies par les Avis ci-dessus traduits, et les explications jadis données par le Gouvernement allemand sur les motifs de l'institution de la déportation en masse des civils belges.

A entendre le Gouvernement allemand, cette mesure ne visait que les seuls chômeurs : La déportation s'inspirait d'un but de haute sollicitude sociale et d'ordre public : il s'agissait de soustraire plusieurs centaines de milliers de travailleurs belges aux dangers de l'oisiveté et de la paresse; ce travail en Allemagne leur procurerait d'ailleurs des salaires rémunérateurs et.... une abondante nourriture ; c'est pourquoi, même contre leur gré, le Gouvernement allemand se jugeait obligé de les déporter pour les astreindre au travail ; au surplus, il jurait ses grands dieux que la mesure n'était pas inspirée par des considérations d'intérêt militaire allemand et que l'Allemagne ne songeait nullement à incorporer la classe ouvrière belge dans l'économie de guerre de l'Empire !....

Les avis officiels reproduits ci-dessus montrent à présent, après tant d'autres preuves (cfr. F. PASSELECQ : *Les Déportations belges à la lumière des Documents allemands*, — PARIS, Berger-Levrault, 1917) ce qu'il faut croire de la sincérité de ces explications officielles.

La duplicité de la thèse allemande sur le mobile des déportations apparaît encore dans un autre détail des deux avis, à savoir dans le rôle, ici publiquement reconnu, du *Deutsche Industrie Bureau*.

Cet organisme d'allures purement économiques, en réalité organisme d'« économie de guerre » a servi naguère à couvrir d'une apparence sociale et économique la mesure toute militaire de l'embauchage forcé des travailleurs belges soumis à la déportation.

On se rappelle comment les autorités allemandes procédèrent à la mise en œuvre des ordonnances de déportation : des catégories entières de la population belge étaient convoquées, et parmi elles les délégués militaires allemands (souvent des subalternes) désignaient ceux qui devaient être déportés, sans faire de distinction entre chômeurs et non-chômeurs. Au moment de la désignation ou du départ, une offre suprême était faite à ces pauvres gens condamnés à l'esclavage économique : on leur présentait à signer un contrat de travail qui devait faire d'eux des esclaves « bénévoles » ; ils étaient conduits devant des fonctionnaires allemands qui les pressaient de signer un engagement dit « volontaire », et qui s'efforçaient de les y décider par la remarque qu'à défaut de signer de bon gré, ils seraient quand même astreints au travail forcé en Allemagne, menace réalisée avec toute la rigueur que l'on connaît.

Or, quels étaient ces fonctionnaires chargés de recueillir les engagements dits « volontaires » des déportés belges ? Ceux du *Deutsche Industrie Bureau*, c'est-à-dire de ce même bureau auquel les circulaires rappelées ci-dessus invitent maintenant les industriels des usines de guerre allemandes à s'adresser pour obtenir de la main-d'œuvre belge; de ce même bureau, dont les circulaires disent maintenant expressément qu'il a été institué pour être le pourvoyeur des usines de guerre allemandes en main-d'œuvre de cette espèce.

L'identité entre cet organisme et celui qui était naguère l'instrument de la contrainte morale exercée sur les travailleurs belges condamnés à la déportation, est une preuve de plus du fait que les déportations avaient

pour but réel de pourvoir aux besoins de l'économie de guerre allemande et non d'accomplir un devoir de sollicitude sociale envers la classe ouvrière belge (1).

[Voir sur le même sujet le volume : Les déportations belges à la lumière des documents allemands, par F. PASSELECO. (*Berger-Levrault, éditeur, PARIS-NANCY, 1917*) et les notes du B. D. B., nos 183, 184 et 189].

---

(1) Si l'on substitue maintenant pour l'emploi des Belges au travail de guerre en Allemagne, une organisation d'embauchage soi-disant « libre » au système de la déportation en masse par décrets administratifs, c'est parce que, sous la pression de l'indignation universelle, l'Empereur d'Allemagne a été forcé, en février 1917, de promettre la cessation de ce régime barbare. Mais, pour l'Allemagne, *promettre* n'est pas *tenir* : en fait, les déportations ont presque immédiatement recommencé, par voie d'ordres de l'autorité militaire, et l'administration allemande use de toutes sortes de subterfuges et de dénégations pour soustraire son nouveau forfait à la constatation. Depuis le mois de mars 1917, la population enlevée est surtout envoyée aux travaux du front allemand en France, ce qui permet aux Légations allemandes en pays neutre de dire, en jouant sur les mots, que « les déportations de civils belges en Allemagne ont cessé ». Peu importe cependant le lieu d'astreinte au travail ; ce qui ne cesse pas, ce sont les rapt de civils et le désagrégement violent des familles belges dans l'intérêt des travaux militaires de l'ennemi.

# Les principes juridiques appliqués par l'Administration allemande en Belgique occupée

**LA DÉPORTATION DES FONCTIONNAIRES LOYALISTES.  
PROTESTATION DU CARDINAL MERCIER, DES NOTABILITÉS  
POLITIQUES ET DES CORPS JUDICIAIRES BELGES.  
UN EXTRAORDINAIRE PLAIDOYER DU JURISTE  
JOSEPH KOHLER.**

*B. D. B. — Classement général n° 201 (série critique n° 82), — 31 juillet 1917.*

Le 2 septembre 1914, le feld-maréchal baron VON DER GOLTZ, en entrant en fonctions, avait fait afficher par toute la Belgique une proclamation qui disait entr'autres :

« Je ne demande à personne de renier ses sentiments patriotiques, mais j'attends de vous tous une soumission raisonnable et une obéissance absolue vis-à-vis des ordres du gouverneur général. Je vous invite à lui montrer de la confiance et à lui prêter votre concours. J'adresse cette invitation spécialement aux fonctionnaires de l'Etat et des communes qui sont restés à leurs postes. Plus vous donnerez suite à cet appel, plus vous servirez votre patrie. »

Le 18 juillet 1915, le gouverneur général baron von BISSING, dans une « Lettre au peuple belge » affichée partout en Belgique, protestait derechef de la pureté de ses intentions; il invoquait comme base de son autorité les §§ 42 et 43 du Règlement de LA HAYE, en reproduisait le texte et les appliquait à la Belgique en ces termes :

« Quelle que soit la destinée que l'avenir réserve à la Belgique, celle-ci est placée à présent sous l'administration allemande, sous mon administration, en vertu du droit des gens. Tout Belge qui obéit à cette administration ou seconde ses efforts ne sert pas le pouvoir occupant, mais sa propre patrie... Jamais celui qui, sans réserve, coopérera au bien-être public, avec le pouvoir occupant, ne pourra, équitablement, être accusé de soumission à l'étranger ni de trahison envers sa patrie.

» Je ne demande à personne de renoncer à ses idéals ou de désavouer hypocritement ses convictions. »

Commentant ces déclarations du gouverneur général von BISSING, le *Berliner Tageblatt* du 28 juillet 1915 (n° 381) écrivait :

« ... Le gouverneur général se réfère aux paragraphes 42 et 43 de la Convention de LA HAYE qui confient à la force occupante d'un pays conquis, pendant la guerre, le règlement des questions publiques. D'une façon paternelle, le gouverneur général fait comprendre aux fonctionnaires le fait qu'il a été installé par le chef de l'empire d'Allemagne comme représentant de cette force occupante, et qu'il ne veut pas remplir ses attributions au bénéfice exclusif de l'Allemagne, mais avant tout au bénéfice de la population belge. Il exige, de ce chef, de tout citoyen et des fonctionnaires en particulier, qu'ils lui facilitent, dans la mesure du possible, l'exécution de ses droits et de ses obligations légales, et demande qu'ils fassent simplement une politique pratique actuelle... »

Malgré ces assurances solennelles de respect du patriotisme belge et des prescriptions du droit des gens, le gouvernement allemand a décrété, par ordonnance du 21 mars 1917, au mépris de la Constitution belge et de la Convention de LA HAYE, le morcellement administratif de la Belgique. Bien plus, les fonctionnaires belges ayant démissionné parce que leur conscience leur interdisait de coopérer à l'application d'une telle mesure, le général von FALKENHAUSEN, successeur du gouverneur général von BISSING, les a fait brutalement déporter en Allemagne.

Le morcellement administratif a provoqué la protestation unanime des leaders politiques flamands (10 mars 1917) et wallons (7 avril 1917). Quant aux déportations de fonctionnaires, elles sont l'objet en Belgique d'un soulèvement de la conscience publique qui vient de se manifester sous la forme de protestations nouvelles dont voici le texte :

## I. — LETTRE DE S. E. LE CARDINAL MERCIER

ARCHEVÊCHÉ DE MALINES

Malines, le 6 juin 1917.

Monsieur le Gouverneur Général,

Dès le début de l'occupation du sol belge par la force armée, les délégués du pouvoir impérial comprirent qu'ils avaient à organiser l'administration de notre pays en conformité avec le droit international.

Aux diverses catégories de fonctionnaires qui relevaient de l'administration civile, le baron von Bissing, se réclamant de la Convention de La Haye, adressait une invitation dont la teneur, abstraction faite de variantes de forme, revenait pour tous à ceci :

« Consentez-vous à remplir, sous mon administration générale, les fonctions que vous occupiez au service du Gouvernement Belge ? Pas plus que mon prédécesseur, le baron von der Goltz, je ne vous demande d'abdiquer votre patriotisme; je fais appel à votre concours dans l'intérêt général; les finances belges dont j'assume provisoirement la gestion, vous continueront votre traitement d'avant l'occupation, sous l'unique condition que vous vous engagiez par écrit à remplir loyalement vos fonctions et à ne rien entreprendre contre l'administration allemande dans les territoires belges occupés. »

Plusieurs employés de l'Etat vinrent, à cette occasion, soumettre à l'autorité religieuse une inquiétude de conscience. Pouvaient-ils sans forfaire au patriotisme et à la loyauté envers le gouvernement légitime, seconder une administration étrangère ?

La question était grave; elle était délicate.

A la première conférence de La Haye (1899), le délégué des Pays-Bas, M. Van Karnebeek, avait déclaré : « repousser toute disposition qui paraîtrait donner directement ou indirectement aux fonctionnaires d'un pays envahi l'autorisation de se mettre au service du vainqueur ». Toutefois l'assemblée se montra moins exclusive. Elle comprit que certains fonctionnaires accomplissent parfois mieux leur devoir, tout au moins moral, envers les populations, s'ils restent à leur poste en présence de l'envahisseur. Néanmoins, et à la Conférence de Bruxelles en 1874 et à la Conférence de La Haye en 1899, les représentants officiels de la codification du droit international mirent une particulière insistance à revendiquer pour le fonctionnaire, non seulement la liberté soit de reprendre, soit de refuser de reprendre ses fonctions, lorsque l'occupant l'invite à les reprendre, mais encore la liberté de cesser ses fonctions après les avoir une première fois acceptées.

Je voudrais inviter votre Excellence à se faire remettre sous les yeux l'article 43 de la conférence de Bruxelles de 1874 et les protocoles de cette conférence. Elle y retrouverait, à l'appui de la liberté des fonctionnaires, les déclarations explicites de M. Beernaert et du baron Lambert pour la Belgique; de M. de Landsberge, pour la Hollande; de M. Vedel pour le Danemark; du colonel Staaf, pour la Suède et la Norvège. J'invoque le témoignage de nations neutres qui demeurent des arbitres incontestés du droit international.

Je voudrais inviter Votre Excellence à se faire remettre aussi sous les yeux le protocole de la Conférence de La Haye de 1899 et le rapport Rolin, commentaire authentique des articles votés par cette Conférence. Votre Excellence y verrait à nouveau que cette assemblée dénie unanimement à l'occupant le droit de « contraindre directement les « employés de tout ordre » de l'Etat occupé à reprendre leurs fonctions. »

Puisque le Gouvernement général de Bruxelles, à la fin de l'année 1914, plaçait son invitation aux administrations publiques belges sous le couvert de la Convention de La Haye, c'est d'après celle-ci que je formai ma conscience, et qu'aux fonctionnaires inquiets je répondis :

Le contrat de louage soumis à votre signature ne présente rien de compromettant ni pour votre conscience morale et religieuse, ni pour votre dignité patriotique. Vous pouvez donc, sans forfaire ni à l'honneur, ni au patriotisme le souscrire.

Vos services vont, en effet, à l'intérêt national. Le Gouvernement Belge, s'il pouvait être consulté par vous, ratifierait, je n'en puis douter, votre acceptation. Le patriotisme, vous n'y manquez donc pas. Quant à l'engagement qui vous est demandé « de ne rien entreprendre contre l'administration allemande dans les

territoires belges occupés » il vous commande le respect et de l'ordre extérieur et des règlements nécessaires à son maintien. Ces règlements, nul de vous n'a l'intention de les violer. Que si, un jour, les conditions du contrat qui vous est soumis changeaient de caractère, il vous serait toujours loisible de le résilier. Le droit naturel et le droit international vous en donnent et vous en garantissent la faculté.

L'hypothèse entrevue en décembre 1914 vient malheureusement de se réaliser.

Le décret de séparation administrative qui tend à bouleverser l'administration générale de notre pays et à briser notre unité nationale, place les fonctionnaires de l'Etat dans une situation que beaucoup d'entre eux jugent incompatible avec leur dignité et leur conscience.

Ils usent de leur droit en renonçant à leurs fonctions.

Et l'on ne frappe ni de l'exil ni de la prison le légitime exercice d'un droit.

Le règlement annexé à la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 stipule, à l'article 4, que l'occupant doit « respecter *sauf empêchement absolu* les lois en vigueur dans le pays ».

Rien n'empêche le Pouvoir occupant de respecter l'organisation séculaire de notre administration générale.

Les questions de politique intérieure de la Belgique ne regardent que les Belges, ne peuvent être résolues que par les Chambres belges, par le Gouvernement belge, par le Roi des Belges.

Votre Excellence doit avoir été mal éclairée sur les motifs de la retraite des fonctionnaires qui ont quitté leur administration. Lorsqu'elle aura bien voulu contempler de plus haut la noble attitude de ces braves, Elle comprendra qu'au lieu de sévir contre eux, Elle doit avec toutes les âmes bien nées, rendre hommage à leur discrétion et à leur désintéressement ; à leur discrétion, parce qu'ils ont préféré se retrancher dans l'abstention que de desservir dans l'ombre une administration à laquelle ils ne pouvaient plus loyalement collaborer ; à leur désintéressement, parce qu'ils ont immolé leurs intérêts propres et la sécurité de leur foyer familial sur l'autel de la Patrie.

Excellence, veuillez en croire ceux qui connaissent le peuple belge et son histoire; aucune violence n'aura raison de son patriotisme.

Agréez, etc.

## II. — LETTRE DES NOTABILITÉS POLITIQUES BELGES.

A Son Excellence Monsieur von Bethmann-Hollweg,  
Chancelier de l'Empire d'Allemagne, Berlin.

Excellence,

Par sa note du 4 janvier 1915, adressée avec l'assentiment de Son Excellence le baron von Bissing au Président de l'administration civile de Hasselt et communiquée pour information à tous les Départements Ministériels Belges, M. le Chef de l'Administration civile près le Gouverneur Général en Belgique a déclaré « réserver aux fonctionnaires belges de décider librement s'ils croyaient pouvoir concilier l'exercice ultérieur de leurs fonctions avec leurs devoirs envers l'Etat Belge, leur assurant que ceux d'entre eux qui renonceraient à leurs fonctions même après avoir signé la déclaration de loyauté, n'auraient à craindre de ce fait aucun dommage, — abstraction faite de la perte de leur traitement — s'ils n'avaient pas manqué d'une autre façon aux obligations de leur charge, ni nuï aux intérêts de l'administration allemande ».

Cette déclaration était d'ailleurs surabondante.

Surabondante parce qu'elle ne faisait que confirmer les garanties dont les fonctionnaires publics jouissent en territoire occupé en vertu de l'article 43 du règlement annexé à la Convention de La Haye de 1907 (voir travaux préparatoires).

Surabondante encore parce que le contrat de travail dont la durée n'est pas fixée, est toujours résiliable par la seule volonté de l'une des parties contractantes.

C'est donc sous le double couvert du droit international et du droit privé que le personnel administratif de l'Etat Belge a accepté, quoiqu'il lui en coûtât de prêter au pouvoir occupant plusieurs années durant, le concours de son expérience et de son labeur pour la sauvegarde des intérêts supérieurs du pays.

Ce concours fut toujours loyal ; pour ne parler que des fonctionnaires ministériels, nul d'entre eux n'a jamais encouru le reproche d'avoir, dans l'exercice de ses fonctions, manqué à ses obligations ou nuï aux intérêts de l'Administration allemande.

Or, voici que M. le Gouverneur Général, baron von Falkenhäusen, par sa décision du 19 mai dernier, enjoint à M. le Chef de l'Administration civile de revenir sur sa déclaration du 4 janvier 1915, d'abroger le n° 1 de sa circulaire et conséquemment de retirer aux fonctionnaires le droit qui leur appartient de se soustraire aux obligations de leurs fonctions en renonçant à celles-ci. Cette rétractation serait justifiée, dit la note, « par la longue durée de la guerre et de l'occupation qui aurait créé des circonstances ne permettant pas que la marche

régulière des affaires administratives soit compromise par des démissions illimitées, nuisibles aux intérêts bien compris du pays et ne répondant pas aux exigences justifiées du pouvoir occupant ».

De quelque raison d'Etat que pareille décision se réclame, elle ne peut déroger à la Convention de La Haye et moins encore modifier unilatéralement les conditions sous lesquelles les deux parties se sont, en 1915, engagées l'une vis-à-vis de l'autre. A supposer qu'elle puisse lier ceux qui, pour l'avenir, s'y soumettront librement, expressément et en connaissance de cause, elle ne saurait avoir d'effet rétroactif ni dépouiller d'un droit acquis ceux auxquels la faculté de se démettre a été formellement et explicitement réservée et qui entendent user de cette faculté pour ne pas coopérer à la séparation administrative de la Belgique.

Sur l'assurance que leur liberté et leur fidélité à nos institutions seraient respectées, nous n'avons pas hésité, lorsque, en 1914 et 1915, le régime de l'occupation commença à s'établir en Belgique, à exercer notre influence sur nos fonctionnaires publics pour les encourager à rester à leur poste et nous n'avons pas cessé, depuis, de les soutenir dans l'accomplissement de la tâche ingrate qu'ils avaient assumée. La pensée qu'ils servaient ainsi l'ordre public nous avait tracé cette ligne de conduite. Mais le même souci nous dicte aujourd'hui le devoir impérieux de nous ranger à leur côté et d'élever la voix pour leur défense et leur protection.

Plusieurs ayant derrière eux une longue et honorable carrière, ont déjà été châtiés à cause de leur résistance : arrêtés, transférés en Allemagne, ils subissent, outre les rigueurs de l'exil, celles de la détention. Plus nombreux sont ceux que menace un sort semblable.

Après la déportation en Allemagne de nos malheureux compatriotes dont des milliers attendent toujours, en proie à d'inexprimables souffrances physiques et morales, la libération, qui leur a été promise — après la déportation en France, proche de la ligne de feu, de centaines d'hommes de tout âge et de toute condition, — nous voici témoins de la déportation des fonctionnaires des administrations centrales !

Leur crime ?

C'est de se prévaloir des stipulations d'un pacte revêtu de la signature du premier fonctionnaire de l'administration civile et ratifié par le Gouverneur Général en exercice, pour obéir au cri de leur conscience professionnelle.

C'est de se retirer parce que leurs fonctions sont dénaturées et qu'au lieu de servir leur Patrie, elles tourneraient contre elle !

C'est de renoncer à l'autorité dont ils sont investis pour ne pas devenir les complices d'une œuvre systématique de désorganisation nationale.

Leur crime, c'est de ne pas trahir !

Ah ! si l'événement nous condamne à rester les témoins impuissants de la violence qui leur est faite, du moins il ne sera pas dit que, mandataires de la Nation Belge, nous en serons demeurés les spectateurs impassibles et muets.

Convaincus d'être les interprètes des sentiments de tous leurs collègues, les soussignés prient Votre Excellence d'agréer l'assurance de leur haute considération.

Le 12 juin 1917.

#### Liste des signataires.

##### Ministres d'Etat :

Baron DE FAVEREAU, Président du Sénat.  
Vicomte DE LANTSHEERE, ancien Président de la Chambre.  
Comte WOESTE, Ch., député d'Alost.

##### Sénateurs :

BRAUN, Alex, pour Bruxelles.  
BRUNARD, H., pour Nivelles.  
DELANOY, sénateur provincial du Brabant.  
DE BECKER-REMY, pour Louvain.  
DE RO, G., pour Bruxelles.  
D'HUART, baron A., pour Namur-Dinant-Philippeville.  
DUBOST, Ed., pour Bruxelles.  
DUPRET, G., pour Bruxelles.  
HALET, Max, échevin de Bruxelles, sénateur pour Bruxelles.  
HANREZ, Prosper, pour Bruxelles.  
KEPPENNE, J., pour Liège.  
LEKEU, J., sénateur provincial pour le Hainaut.  
MAGIS, pour Liège.  
MAGNETTE, pour Liège.  
MESENS, Edm., pour Bruxelles.

POELAERT, Alb., pour Bruxelles.  
RYCKMANS, pour Anvers.  
SPEYER, H., pour Arlon-Marche-Bastogne.  
VANDER MOLEN, pour Anvers.  
Baron VAN REYNOM DE BUZET, pour Anvers.  
VINCK, sénateur provincial pour Bruxelles.

##### Membres de la Chambre des Représentants :

BERTRAND, L., pour Bruxelles.  
BUYL, pour la Flandre Occidentale.  
CALLENS, pour Anvers.  
COCQ, E., pour Bruxelles.  
DALLEMAGNE, pour Liège.  
DE BUE, pour Bruxelles.  
DELPORTE, A., pour Bruxelles.  
DU BUS DE WARNAFFE, pour Arlon-Marche-Bastogne.  
FRANCK, Louis, pour Anvers.  
GOBLET, pour Liège.  
HANSENS, Eug., pour Bruxelles.  
JANSON, P.-E., pour Tournai.  
JOUREZ, L., pour Nivelles.  
LAMBORELLE, pour Malines.

|                                          |                             |
|------------------------------------------|-----------------------------|
| LEVIE, M., pour Charleroi, ancien Minis- | ROYERS, pour Anvers.        |
| tre des Finances.                        | TIBBAUT, pour Termonde.     |
| NEUJEAN, député pour Liège.              | TROCIET, Léon, pour Liège.  |
| OZERAY, pour le Luxembourg.              | WAUTERS, pour Huy-Waremme.  |
| PETEN, pour le Limbourg.                 | WAUWERMANS, pour Bruxelles. |

### III. — LETTRE DES CORPS JUDICIAIRES BELGES.

Bruxelles, juin 1917.

A Son Excellence le Dr D. de Bethmann-Hollweg,  
Chancelier de l'Empire d'Allemagne, à Berlin.

Excellence,

Légitimement émus par les mesures de déportations prises contre des fonctionnaires des départements ministériels belges à raison de l'usage que ces fonctionnaires ont fait d'un droit incontestable en résignant leurs fonctions, les soussignés Membres des Corps judiciaires et des Barreaux de Bruxelles, s'adressent à Votre Excellence, au nom du Droit et de la Justice, et en invoquant les grands principes qui sont communs à tous les peuples civilisés et constituent le droit des gens.

Au moment où, en 1914 et 1915, s'organisait en Belgique le régime de l'occupation, nombreuses furent les assurances données aux Belges que l'occupant respecterait leur patriotisme et leur fidélité à leurs devoirs sacrés envers le Roi, la Loi et la Patrie.

C'est sous la garantie de ces promesses et dans le désir d'être utiles à leur infortuné pays, que les fonctionnaires sont restés en fonctions et ont souscrit envers le pouvoir occupant, qui n'était et ne pouvait être pour eux que l'administrateur temporaire du territoire, l'engagement auquel ils n'ont jamais failli, de continuer loyalement l'exercice de leurs fonctions.

Cet engagement est révocable en tout temps. Le fonctionnaire peut toujours revenir sur un consentement qui a un caractère purement provisoire; à aucun moment il ne peut être privé de ce droit. Il se retire notamment si des raisons personnelles ou sa conscience lui dictent cette retraite, s'il considère l'accomplissement des obligations qu'on lui impose comme une coopération à des actes contraires aux intérêts de sa patrie, s'il estime que son patriotisme et son honneur, dont il est seul juge, lui font un devoir de se démettre.

Aussi le caractère provisoire de l'engagement n'eût-il pas même dû être reconnu et lorsque Son Excellence, le Dr von Sandt, conformément aux instructions du Gouverneur Général baron von Bissing, affirma par un édit du 4 janvier 1915, porté à la connaissance de tous, que les fonctionnaires restaient libres de rompre, à tout moment, leur engagement et que nul d'entre eux ne pourrait être inquiété pour avoir fait usage de cette faculté, ne faisait-il que reconnaître un principe au sujet duquel n'avait jamais existé et ne pouvait exister aucune espèce de doute.

Dès 1874, les représentants de toutes les nations civilisées, réunis en Congrès à Bruxelles, et y organisant l'occupation de guerre, avaient solennellement et unanimement reconnu « que le fonctionnaire ne peut, à aucun moment, être privé du droit de se démettre de ses fonctions ». En 1899 et en 1907, cette affirmation ne fut même plus discutée et la doctrine l'admet aujourd'hui unanimement, comme un axiome de droit international fondé sur la conscience et la justice universelles.

L'occupant ne peut donc imposer aux fonctionnaires belges l'obligation de continuer à exercer leurs fonctions. Il ne peut les contraindre, sous peine de déportation, à collaborer à un régime de division entre les enfants d'une même Patrie, contraire à nos lois et à nos traditions et de nature à bouleverser les services publics.

Organes de la Loi et du Droit, nous devons à la vérité d'affirmer solennellement que les fonctionnaires belges ont le droit d'apprécier les actes auxquels on entend les associer et de rompre à tout moment, à raison de ces actes, l'engagement qui ne dépend que de leur volonté; qu'on ne peut les frapper pour le refus d'une collaboration qu'ils estiment ne pouvoir se concilier avec leurs devoirs envers leur pays; que, dès lors, la mesure que nous visons constitue la méconnaissance d'engagements librement acceptés, des principes les plus certains du Droit éminent que les Nations se sont donné, et des Lois de la Justice et de l'Humanité.

Aussi avons-nous la ferme confiance que cette mesure inadmissible, et qui blesse profondément la conscience publique, sera rapportée.

Nous prions Votre Excellence de trouver ici les assurances de notre haute considération.

*Suivent 400 à 500 signatures du monde judiciaire (depuis les Juges de paix jusque et y compris les membres du Parquet et de la Cour de Cassation) et des Barreaux de Cassation et d'Appel.*

Le gouvernement allemand est resté sourd à l'appel fait dans ces protestations émouvantes au sentiment du Droit, de la Justice et de l'humanité, par les plus hauts représentants de la Morale, de la Politique en Belgique. On ignore même encore si les deux dernières protestations ont été suivies d'une réponse. On connaît seulement celle que fit le gouverneur général von FALKENHAUSEN au Cardinal MERCIER : c'est une simple fin de non-recevoir. En voici le texte, tel qu'une dépêche-circulaire du Bureau WOLFF l'a fait connaître :

Bruxelles, le 13 juin 1917.

Votre Eminence m'a adressé, le 6 juin, une lettre dans laquelle, se basant sur des principes catégoriques du droit international, Elle fait des réserves sur certains de mes actes officiels. Je répondrai respectueusement à Votre Eminence que je refuse d'entrer avec Elle dans une discussion à ce sujet.

Votre Eminence me trouvera constamment disposé, comme mon prédécesseur, à tenir compte des vœux de l'épiscopat en ce qui concerne les affaires ecclésiastiques, pour autant que les circonstances le permettent. Par contre, je me vois obligé d'exiger formellement que tous les membres du clergé s'en tiennent formellement à l'accomplissement de leur mission religieuse.

Je prie Votre Eminence d'agréer l'expression de mes sentiments distingués.

Baron VON FALKENHAUSEN, colonel-général.

L'exception d'incompétence personnelle opposée assez puérilement par le général allemand au Cardinal belge qui lui rappelait les principes de droit méconnus dans ses ordonnances, n'était pas opposable aux notabilités des Chambres et des Corps judiciaires belges. Le gouverneur allemand n'en a pas moins maintenu ses décrets de réforme administrative et de déportation des fonctionnaires fidèles à leur serment. C'est donc un parti délibérément pris par l'Allemagne de subordonner le Droit à l'intérêt allemand.

S'en étonnera-t-on, après tant d'autres manquements de l'Empire allemand, à la parole donnée ? Oui, si l'on ne considère que l'énormité de l'atteinte ici portée délibérément aux principes du droit international.

Le point de vue exposé dans les trois protestations belges est, en fait, exactement le même que celui auquel s'étaient, de leur côté, spontanément placés, en 1914 et 1915, le gouverneur général von DER GOLTZ et le gouverneur général von BISSING.

Les principes sont, d'ailleurs, en cette matière, tellement incontestables qu'en pleine guerre les tribunaux allemands les ont consacrés dans leurs jugements.

C'est le cas, par exemple, pour la chambre civile (*Zivilsenat*) du Tribunal d'Empire IV, c'est-à-dire de la Cour suprême de l'Empire allemand, qui dans un arrêt rendu le 22 mars 1917 a décidé ce qui suit :

« L'occupation militaire d'un pays n'apporte, en droit, aucun changement aux organes du gouvernement (*Staatshoheiten*) ni aux frontières de ce pays. Le territoire occupé n'est pas, sans plus, incorporé au territoire de l'Etat dont les troupes l'ont conquis; l'occupant se trouve, en pays occupé, à l'étranger. Pourtant, l'Etat ennemi ne pouvant, par le fait de l'occupation, exercer encore son autorité, son autorité est en fait suspendue (*ausgeschaltet*); elle est, pour la durée de l'occupation et dans la sphère de l'occupation, remplacée par celle de l'Etat occupant. C'est à ce point de vue que se place la Convention de LA HAYE du 18 octobre 1907 (R. G. bl. 1910 — page 10 — art. 42 à 56) qui règle les lois et les usages de la guerre sur terre. »

Il est vrai que le Tribunal d'Empire termine par une phrase bien curieuse :

« Il reste à démontrer, d'ailleurs, que dans la guerre actuelle cette Convention vaille comme droit formel (cfr. art. 2 de la Convention). »

Mais quoi ! le gouverneur général von BISSING n'invoquait-il pas le droit des gens et la convention de LA HAYE comme obligatoires pour lui et pour les Belges ? Ne se référerait-il pas aux paragraphes 42 et 43 de cette convention ? D'ailleurs, le Tribunal d'Empire lui-même s'en est rapporté à la Convention de La Haye, lorsqu'à un moment où la Pologne n'était pas encore reconnue par l'Allemagne comme Etat indépendant, il décida que les juges allemands en Pologne devaient considérer comme droit étranger les lois mêmes qu'avaient promulguées les Allemands et que, par conséquent, l'interprétation n'en devait pas être soumise à la révision du Tribunal d'Empire.

Enfin, la Convention de La Haye fût-elle inapplicable comme loi positive de droit international contractuel, elle le resterait encore comme expression du droit des gens consensuel, en vigueur entre les nations civilisées; sa valeur resterait encore entière comme document constatant officiellement l'unanimité doctrinale des Etats et des juristes du monde sur les principes juridiques régissant l'occupation.

C'est une profonde erreur, de la part du Tribunal d'Empire allemand, de croire que les Conventions de LA HAYE remplacent le droit des gens *en l'excluant*; elles le *confirment*, au contraire, d'une manière expresse. Notamment la IV<sup>e</sup> Convention contenant le « Règlement des lois de la guerre » déclare que, en attendant qu'un code plus complet encore des lois de la guerre ait pu être édicté, « *les Hautes Parties contractantes* » (au nombre desquelles l'Allemagne) « *jugent opportun de constater que, dans les cas non compris dans les dispositions réglementaires adoptées par Elles, les populations et les belligérants restent sous la sauvegarde et sous l'empire du Droit des gens, tel qu'il résulte des usages établis entre nations civilisées, des lois de l'humanité et des exigences de la conscience publique. Elles déclarent que c'est dans ce sens que doivent s'entendre notamment les articles 1<sup>er</sup> et 2 du règlement adopté* » (c'est-à-dire précisément l'article même que le Tribunal d'Empire invoque à l'appui de ses réserves). Ces réserves ne pourraient donc avoir, en toute hypothèse, pour effet que de replacer le litige sous l'empire du droit des gens consensuel que le « Règlement », dans ses articles 42 et 43, ici en question, n'a fait que traduire en loi positive.

Mais on n'a aucune raison de s'étonner de la conduite tenue par le Gouvernement allemand vis-à-vis des fonctionnaires belges, lorsque l'on se souvient qu'en toute circonstance et partout l'intérêt de l'Allemagne a été la seule loi dont il se soit tenu obligé. Depuis que le chancelier von BETHMANN-HOLLWEG a invoqué d'adage allemand « *Not kennt kein Gebot* » pour délier l'Allemagne de la foi jurée par elle-même à la Belgique, le Gouvernement allemand n'a cessé de faire prévaloir cet intérêt sur tous les principes du droit.

L'Allemagne a fait plus encore : ses juristes ont élevé l'adage à la hauteur d'un principe doctrinal; ils se sont évertués à en déduire doctement *un droit nouveau*. (1)

---

(1) Cfr. sur ce point l'excellent ouvrage de Charles DE VISSCHER : « *La Belgique et les juristes allemands* » (Paris, PAYOT, 1916).

## LES THÉORIES DU PROFESSEUR KOHLER

Le principal théoricien de cette sophistication de la doctrine juridique est certainement le Dr. Joseph KOHLER, professeur de la Faculté de droit de l'Université de BERLIN. On connaît ses multiples travaux consacrés à la légitimation « juridique » de la violation de la neutralité belge. (Voir note du B. D. B. n° 158, — *Cahier documentaire*, livraison 42). Dans un article intitulé « *Das besetzte Gebiet* » (*Der Tag*, éd. rouge, 21 juin 1917 — n° 142), il s'efforce de bâtir sur les mêmes fondements une théorie du droit de l'occupant, théorie qui, à défaut d'autres mérites, a certainement celui de la simplicité, car on peut la résumer en quelques mots fort clairs : « L'occupant a tous les droits. »

Il convient de donner là-dessus des précisions de texte et de laisser parler KOHLER en personne. S'élevant contre la décision du Tribunal d'Empire citée plus haut, KOHLER écrit :

« Dire que l'autorité de l'Etat ennemi n'est suspendue qu'en fait, cela déjà est bien peu clair comme explication et implique contradiction. L'autorité d'un Etat pourrait être, en effet, supprimée en fait, si un comité révolutionnaire (*eine Revolutionsgesellschaft*) s'emparait de l'Etat et commettait des actions qui ne pourraient être justifiées en droit ni du point de vue du droit public, ni du point de vue du droit des gens. Mais, certes, le cas est bien différent s'il s'agit d'un Etat qui, d'une manière conforme au droit des gens, occupe un territoire étranger : il dépossède l'Etat ennemi de son autorité, non pas en fait, mais juridiquement; en Belgique, c'est nous qui sommes les maîtres et aucunement le Roi des Belges.

Prétendra-t-on, pourtant, que nous agissons au nom et à la place de l'Etat belge, c'est-à-dire comme ferait un tuteur ? Il faut rejeter absolument cette opinion, et il est absolument faux de prétendre que cela contredise à la Convention de LA HAYE, car la Convention de LA HAYE dit expressément que l'Etat occupant doit être considéré comme usufruitier des biens de l'Etat occupé. Or, l'usufruitier a un droit bien à lui (*selbständiges Recht*) : il n'est pas seulement le représentant du propriétaire. D'ailleurs, les décisions de la Convention de LA HAYE ne sont rien moins que justes et exactes; elles n'ont pour nous d'autre signification que celle d'exprimer certaines idées de droit naturel que logeaient dans leur cerveau, il y a une dizaine d'années, ces gens-là qui étaient assemblés à LA HAYE. On avait alors, en matière de droit des gens, des conceptions obscures sur bien des points; cette science souffrait principalement de ce que c'étaient des Français et des Anglais qui y jouaient le rôle de protagonistes et de ce que, trop souvent, les Allemands ne travaillaient le droit des gens que de seconde main. Nous en avons définitivement fini de tout cela et, pour ce qui est de la Convention de LA HAYE, nous ne sommes plus tenus d'en observer le texte (*so sind wir an den Worten nicht mehr gebunden*) maintenant que l'Angleterre l'a ignominieusement lacéré (*durchtöchtert*). L'Angleterre a tout bonnement enfreint entr'autres le § 23. Ce paragraphe interdit précisément, et de manière formelle, de faire ce que, dès le commencement de la guerre l'Angleterre a fait, et ce pourquoi elle mérite d'être maudite, car il défend de priver de leurs droits et des moyens de faire valoir leurs droits, les nationaux d'un pays ennemi (*die Rechte und Forderungen aufzuheben*) ou de restreindre la faculté qu'ils ont de tester en justice (*ihre Klagbarkeit zu beschränken*). Or, c'est ce faisant que l'Angleterre a porté à son comble sa tyrannie. Et il ne faut point considérer que cette règle violée par l'Angleterre n'a qu'une importance secondaire; elle affirme un principe sur lequel repose tout l'ensemble des décisions réglementant la manière de faire la guerre sur terre et duquel cet ensemble emprunte principalement son caractère et l'essentiel de sa signification, — à savoir que l'on fait la guerre à l'Etat et aux individus ressortissant de cet Etat.

D'ailleurs, l'expression d'usufruitier n'est pas exacte, car l'Etat occupant n'a pas, comme l'usufruitier, seulement un droit réel, mais il est le véritable souverain, le propriétaire sous condition résolutoire du moins : sa souveraineté prend fin automatiquement si, au traité de paix, on en décide ainsi. Si nous nous déclarons l'Etat occupant usufruitier, nous parlons, comme chez nous le peuple a coutume de parler, lorsque par opposition à l'héritier substitué (*Nacherbe*), il appelle usufruitier l'héritier par préciput (*Vorerbe*), encore que ce dernier ne soit pas usufruitier le moins du monde, mais propriétaire sous condition résolutoire. De ce que nous ne sommes, en pays occupé, souverain que sous condition résolutoire, il suit que la population des pays que nous occupons ne peut être considérée encore comme allemande, car seul l'établis-

ment d'un état de choses définitif peut opérer à son égard un tel changement; encore faut-il, même alors, réserver le cas de l'option.

Que nous ne sommes pas le tuteur de l'Etat dont nous occupons le territoire, mais qu'en pays occupé nous en usons et administrons en vertu d'un droit qui nous est propre, la preuve en est qu'en pays occupé nous avons avant tout à sauvegarder nos propres intérêts. Il doit répugner à tout esprit sain d'admettre qu'en Belgique nous devons être absolument « désintéressés » et travailler uniquement pour la Belgique et la population belge. Nous avons, en premier lieu, à nous occuper de nos compatriotes, de notre armée et de l'Allemagne, et à organiser l'administration de telle sorte que nos intérêts allemands soient autant que possible, protégés. Nous avons donc le droit d'écraser (*unterdrücken*) en Belgique tout ce qui est en opposition avec les exigences de notre vie sociale allemande (*unseres deutschen Staatslebens*) ou qui, dans cette guerre, nous nuit au point de vue du droit des gens (*was uns volkerrechtlichschadigt*). Nous avons le droit de réduire tout mouvement hostile à notre Allemagne et nous favoriserons sans doute tout spécialement ces branches du commerce et de l'industrie qui travaillent à nous procurer ce dont nous avons besoin. Croit-on, peut-être, que nous ne pouvons utiliser les mines et les sources de pétrole en pays occupé ? On objectera qu'elles sont propriétés privées et que nous en exproprions leurs propriétaires ? Ce qui est décisif ici et justifie cette expropriation, c'est la considération de notre intérêt propre. Pour moi, je crois que, suffisamment longtemps, nous nous sommes attachés à servir d'autres peuples et à servir un idéal de république universelle (*Weltstaat*) : la conséquence en fut que nous avons nous-mêmes fourni aux autres peuples les armes avec lesquelles ils nous ont attaqués en foulant aux pieds tout scrupule. Je crois qu'il est temps enfin que nous commençons à désapprendre tout cela.

Sans doute, nous ne pillerons pas la Belgique, mais nous la régirons, et nous devons, à cette fin, en organiser l'administration de telle sorte que la population puisse jouir d'autant de prospérité que le permettent les conditions dont, plus haut, j'ai dit que nous avions à tenir compte. Nous ne prétendons pas davantage renverser l'ensemble du système administratif et de la législation ni mettre tout, sens dessus dessous. Il est essentiel que l'occupant s'attache d'abord aux communes qui sont les cellules constitutives de l'Etat, pour ensuite étendre davantage son mode d'administration. Nous pourrions, s'il n'existe aucun motif de les transformer, laisser subsister les lois; si pourtant nous trouvons qu'il est plus commode (*angemessen*) d'en modifier les dispositions, nous pouvons le faire; nous nous lier à cet égard serait contraire aux principes du droit des gens.

Sans doute, la Convention de La Haye décide que l'on appliquera la législation existante, tant qu'aucun obstacle n'obligera à s'en écarter; mais une décision aussi imparfaite (*ungenügend*) et qui d'ailleurs est contredite par la situation de fait, ne nous lie pas et ne peut nous lier. C'est ainsi que, par exemple, en Pologne, nous avons introduit la nouvelle procédure civile allemande, nous y avons appliqué le code pénal russe transformé, et en Belgique aussi nous avons édicté, en matière de droit civil, quelques nouvelles dispositions.

Combien est dangereux le point de vue opposé, l'expérience l'a démontré car, lorsque le gouvernement allemand en Belgique établit, relativement aux baux, quelques règles nouvelles, les tribunaux belges se refusèrent à les appliquer, prétextant que le gouvernement allemand en Belgique n'avait point autorité de législateur, et il fallut que la Cour de cassation de Belgique intervint énergiquement en décidant que ces règles étaient valables et obligatoires.

Sans doute, le raisonnement de la Cour de cassation est étrange; elle dit :

« C'est conformément aux dispositions de la Conférence de La Haye que le » gouvernement allemand a apporté des modifications à la loi. Or, les dispositions de la Conférence de La Haye, ayant été reconnues par le gouvernement » belge, ont, en Belgique, force de loi. C'est donc conformément à la loi belge » que le gouvernement allemand a modifié la loi. »

Je ne crois pas que cette argumentation doive nous être fort sympathique; mais, en tous cas, si l'on pose en principe que nous ne sommes que les tuteurs de la Belgique et que nous devons sacrifier à cet Etat, qui nous est étranger, l'essentiel de notre action et de nos efforts, on pourrait effectivement être amené à approuver cette manière de voir et l'on pourrait se demander, peut-être, si nous ne devons pas avoir le consentement de la population belge, nous soumettre, nous-mêmes, à une tutelle supérieure.

De l'ensemble de notre conception, il découle ceci : tout crime commis en Belgique est commis en territoire allemand et nous avons donc le droit, dans les cas où cela nous paraît convenable (*in entsprechendem Falle*) de poursuivre en Allemagne l'application de la peine. Si un étranger se rend, en Belgique, coupable de trahison envers l'Allemagne, il en va de même, exactement, que s'il avait trahi en Allemagne. Si un criminel se réfugie en Belgique, nous n'avons pas besoin de recourir à l'extradition, mais les fonctionnaires belges sont obligés de nous le livrer, tout de même qu'un tribunal allemand est obligé de le livrer à

la justice allemande. Les jugements rendus par des tribunaux allemands sont exécutoires en Belgique sans plus, et les fonctionnaires belges sont tenus de prêter leur aide aux tribunaux allemands tout comme à ceux de leur pays. Un divorce prononcé en Allemagne vaut en Belgique. Des vaisseaux ennemis qui relâchent dans des ports belges peuvent, sans autre forme de procès, être réquisitionnés au service de l'Allemagne, car ils ont été saisis dans un port allemand.

Le Tribunal d'Empire est amené par sa manière de voir à une bien étrange conclusion. Il s'agissait de la législation polonaise, à une époque où la Pologne n'avait pas encore été reconnue comme Etat indépendant. Nous avions alors introduit en Pologne la procédure civile allemande. Le Tribunal d'Empire cependant, prétendit qu'en Pologne le juge allemand doit considérer comme loi étrangère la procédure civile allemande et que, par conséquent, l'interprétation n'en est pas soumise à la révision du Tribunal d'Empire ! Voici textuellement la décision du Tribunal d'Empire :

« Dorénavant, les ordonnances prises par l'Oberbefehlshaber Ost et le gouverneur général de Varsovie, applicables dans l'étendue des territoires occupés par l'Allemagne, doivent être considérées comme droit étranger. A cela ne peut rien changer le fait que, dans ces territoires, a été introduite la procédure civile allemande (§ 3 de l'ordonnance du 21 mars 1915, *Verordnungsblatt*, p. 12 — § 4 de la nouvelle rédaction du 18 novembre 1916, *ibid.*, p. 58) et que, d'après l'ordonnance du 24 janvier 1916 (*Verordnungsblatt*, p. 4), les titres de créance allemands ont, dans le gouvernement général de Varsovie, même valeur que ceux du pays et qu'il faut décider de l'exécution des titres de créance, d'après le droit allemand exclusivement. Car le droit allemand ne vaut pas en Pologne comme allemand, mais comme droit national. »

Ainsi donc, la procédure allemande se transforme subitement en droit étranger.

Pareilles conclusions se réfutent elles mêmes. J'espère que la guerre nous aura enseigné un nouveau droit des gens.

Nous n'allons pas pourtant nous considérer comme tuteur de la Belgique, tellement que nous permettrons aux Belges de quitter le pays pour rejoindre l'armée belge ou que nous punirons toute entreprise contre le Roi des Belges comme acte de haute trahison et d'après la loi belge, ou que nous nous opposerons au mouvement flamand parce qu'il vise à transformer complètement la structure de l'Etat.

Tant que nous serons en Belgique, nous y serons les maîtres; le pays sera nôtre; la loi y sera notre loi, les tribunaux, nos tribunaux, non pas seulement en fait mais en droit.

Puisse toute conception contraire être rapidement abandonnée par nos tribunaux.

Ces vues de KOHLER ne sont évidemment plus *du droit*; c'est *de la politique* ou plutôt *du machiavélisme politique*.

Ce sont cependant celles-là mêmes que le Gouvernement allemand applique en Belgique occupée dans les ordonnances rapportées ci-dessus quant à la séparation administrative et à la déportation des fonctionnaires belges. Le rapprochement de l'article du « juriste » allemand et des actes de l'administration allemande est pleinement convaincant.

On peut juger, à la lumière de pareils textes quel est en réalité le sort fait par l'occupation allemande à la population réputée jusqu'ici, à juste titre, la plus libre de l'Europe continentale.

Si ce n'est pas de l'oppression pure et simple, qu'est-ce que c'est ?

[Voir, au sujet du régime de l'occupation allemande en Belgique, les notes du B. D. B. nos 14, 16, 19, 22, 43, 55, 60, 68, 72, 78, 98, 99, 100, 112, 125, 154, 157, 162, 171, 175, 176, 177, 181 et 189, ainsi que les références citées.]

---